



DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

Envoyé en préfecture le 16/12/2022

Reçu en préfecture le 16/12/2022

Publié le

SLO

ID : 076-217604479-20221214-M_DL221212_184-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de conseillers en exercice : 33

L'an deux mille vingt deux, le douze décembre à 18 heures 00 par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 6 décembre 2022 le Conseil Municipal s'est réuni à la Maison de l'Enfance et de la Famille - Salle La Minot, sous la présidence de Monsieur Jérôme DUBOST, Maire

Présent(e)s : 27

Jérôme DUBOST, Fabienne MALANDAIN, Nicolas SAJOUS, Agnès SIBILLE, Damien GUILLARD, Pascale GALAIS, Yannick LE COQ, Sylvain CORNETTE, Véronique BLONDEL, Gilles BELLIERE, Patrick DENISE, Cédric DESCHAMPS-HOULBREQUE, Isabelle NOTHEAUX, Eric LE FEVRE, Édith LEROUX, Nicolas BERTIN, Isabelle CREVEL, Thierry GOUMENT, Jean-Luc HEBERT, Jean-Pierre LAURENT, Aurélien LECACHEUR, Catherine OMONT, Aliko PERENDOUKOU, Virginie VANDAELE, Philippe QUERNE, Corinne CHOUQUET, Laurent GILLE

Excusé(e)s ayant donné pouvoir : 2

Christel BOUBERT donne pouvoir à Agnès SIBILLE
Aline MARECHAL donne pouvoir à Jérôme DUBOST


Excusé(e)s : 4

Virginie LAMBERT
Nicole LANGLOIS
Arnaud LECLERRE
Agnès MONTRICHARD

Secrétaire de séance

Aurélien LECACHEUR est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL DU 12 décembre 2022

Envoyé en préfecture le 16/12/2022
Reçu en préfecture le 16/12/2022
Publié le 
ID : 076-217604479-20221214-M_DL221212_184-DE

M_DL221212_184

MARCHES PUBLICS - TRAITEMENT DES DÉCHETS - ACCORDS-CADRES - LANCEMENT - SIGNATURE - AUTORISATION

Compte tenu des besoins de la Ville en matière d'évacuation et de traitement des déchets, il est nécessaire de procéder à une consultation pour la mise en place d'accords-cadres à bons de commande mono-attributaires.

Les prestations consistent d'une part à l'évacuation et au traitement des déchets issus du balayage des voiries conformément à la Loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition écologique qui impose aux collectivités de développer le tri des déchets non dangereux, non inertes admis actuellement en installation de stockage et de réemploi à hauteur de 50 % à l'horizon 2025, et d'autre part à l'évacuation et au traitement des déchets issus des dépôts sauvages. En effet face à leur recrudescence et aux mesures limitant l'accès aux déchetteries, les services municipaux sont confrontés quotidiennement et de façon récurrente à la présence de gravats bois, ferraille et amiante déposés sur le territoire de la Ville de Montivilliers.

La manipulation et l'évacuation des dépôts amiantés, qui sont des déchets très dangereux pour le personnel intervenant, sont très réglementées et très contraignantes, ce qui impose à la Ville une externalisation de cette prestation.

Il s'agit d'accord-cadres à bons de commande de prestations de service signés pour une durée d'un an, renouvelable 3 fois.

Le dossier de consultation sera alloté comme suit et les montants maximums annuels HT de commande seront fixés à :

Lot 1 : Évacuation et traitement des déchets issus du balayage des voiries : 40.000 € HT

Lot 2 : Évacuation et traitement des déchets issus des dépôts sauvages : 40.000 € HT

Soit au total, un montant maximum annuel de 80.000 € HT, soit 320.000 € HT pour 4 ans.

La procédure retenue est donc celle de l'appel d'offres ouvert européen.

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de la commande publique

VU la Loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique

CONSIDÉRANT

La délibération n°2022.10/122 du Conseil Municipal du 10 octobre 2022 qui donne délégation de signature à Monsieur le Maire des marchés jusqu'aux seuils des procédures formalisées (215.000 euros HT pour les marchés de fournitures et services), qu'au delà de ces seuils, l'autorisation du Conseil Municipal est requise ;

La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr

Qu'il est nécessaire de poursuivre la valorisation des déchets conformément à la réglementation à la réglementation
relative à la transition énergétique ;
Qu'il est nécessaire d'externaliser la prestation de manipulation, d'évacuation et de traitement des déchets amiantés.

VU le rapport de Monsieur **Eric LE FEVRE**, Conseiller délégué en charge des Finances, des Marchés publics et du Développement économique ;

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

- **D'autoriser** Monsieur le Maire à lancer et à signer les accords-cadres à bons de commande avec les fournisseurs qui seront désignés à l'issue de la procédure de consultation publique des entreprises.

Imputation budgétaire

Exercice 2023 et suivants

Budget principal

Sous-fonction et rubrique : 822 - 101ST - Voirie

Nature et intitulé : 615231

Montant maximum annuel de la dépense : 80 000 euros HT (lots 1 et 2)

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.

Pour : 29

Contre : 0

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.